

*1/ Quel est selon vous le premier défi que doit relever l'agriculture française dans les prochaines années ?*

Nous l'écrivons dans *l'Avenir en commun* : « L'agro-business détruit tout : l'écosystème, la santé des consommateurs et celle des paysans. Les maux sont connus : pesticides chimiques, gigantisme agricole, ultra-spécialisation et soumission au libre marché. À terme, ce système met à mal notre capacité à nourrir l'Humanité. ».

Il constitue aussi une impasse écologique : responsable de la pollution de l'environnement et de la contamination des aliments par l'usage de pesticides, d'engrais azotés et par le recours aux hormones. Il détruit la fertilité des sols, les habitats naturels et la biodiversité. Basé sur un usage massif de ressources non-renouvelables, il contribue largement au dérèglement climatique par son utilisation d'énergie fossile pour la synthèse des engrais et par ses émissions de protoxyde d'azote et de méthane.

Voilà le premier défi que l'agriculture a à relever : bifurquer d'un système productiviste destructeur pour l'écosystème et néfaste pour la nutrition humaine vers un système écologique, respectueux et protecteur des capacités du sol à se régénérer qui réponde à l'intérêt général, que ce soit sur les plans économique, social, écologique ou de santé publique.

*2/ Quels sont les points clés de votre programme à l'élection présidentielle pour développer une agriculture respectueuse de l'environnement ?*

Vous trouverez ci-dessous les points clefs de notre programme *l'Avenir en commun* et du livret thématique sur l'agriculture à ce sujet qui le complète. Nous vous invitons à retrouver l'ensemble de nos mesures détaillées sur le site [lavenirencommun.fr](http://lavenirencommun.fr) :

- Développer l'agriculture biologique, proscrire les pesticides chimiques, instaurer une agriculture diversifiée et écologique (polyculture-élevage, etc.) et promouvoir les arbres fruitiers dans les espaces publics
- Mettre en place un calendrier de transition au 100 % bio des structures publiques sur cinq ans et soutenir l'acquisition par les structures de restauration collective publiques ou privées de produits biologiques issus de filières de proximité.
- Une loi planifiant la transition écologique de l'agriculture avec un calendrier de la transition sur dix ans, précisant les objectifs intermédiaires à atteindre.
- Stopper les projets de fermes usines
- Interdire les pesticides les plus dangereux pour la santé humaine et pour l'environnement, et notamment les néonicotinoïdes, les herbicides à base de glyphosate, des « OGM cachés » échappant à l'actuelle législation sur les OGM (outre le maintien de l'interdiction des autres cultures d'OGM), le dépôt de brevets sur le vivant, et l'utilisation des produits issus des nanotechnologies.

*3/ Quelle place souhaiteriez-vous donner aux agriculteurs dans les territoires ruraux et urbains ?*

Aujourd'hui, le métier d'agriculteur est devenu trop difficile pour beaucoup. Il est nécessaire de remédier à cette situation en améliorant les conditions de travail, en augmentant les rémunérations et en retissant du lien entre les producteurs et les citoyens.

Voici les mesures que nous proposons pour y parvenir :

- Engager la réforme agraire pour faciliter l'installation des jeunes agriculteurs en limitant la concentration des terres et la course à l'agrandissement et créer 300 000 emplois agricoles grâce à des prix rémunérateurs et une refonte de la PAC
- Revaloriser les retraites agricoles au minimum au niveau du SMIC pour une carrière complète, avec un objectif de convergence avec le régime général, afin d'enrayer la précarité en milieu rural.
- Préserver et développer les services publics en milieu rural pour que l'installation agricole ne soit pas synonyme d'isolement social
- Permettre l'accès de tous les actifs agricoles non-salariés au statut d'agriculteur et à une véritable protection sociale. Mise en place d'un soutien aux mécanismes d'entraide et de remplacement des agriculteurs afin de reconnaître le droit à des congés.
- Améliorer du statut des salariés de l'agriculture et de l'agroalimentaire à travers la revalorisation des salaires et l'amélioration des conditions de travail.
  
- Favoriser les circuits courts, la vente directe, la transformation sur place et plafonner les marges de la grande distribution par un coefficient multiplicateur limité pour garantir des prix rémunérateurs aux producteurs et interdire les ventes à perte pour les agriculteurs
- Mettre en place un soutien financier à la transition vers des systèmes d'agriculture écologique en contribuant aux coûts de la transition et en rémunérant les productions spécifiques : agriculture biologique, diversification des rotations, production de protéines végétales, réintégration agriculture / élevage, agroforesterie, implantation de haies, désintensification des systèmes d'élevage et leur évolution en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre, autonomie fourragère des exploitations, réduction des intrants.
- Adapter les formations dispensées dans l'enseignement agricole aux nécessités de la transition écologique de l'agriculture et du système alimentaire. Le système national d'enseignement garantira l'égalité de traitement de tous sur l'ensemble du territoire. Les établissements publics de formation agricole seront renforcés dans leurs missions de service public. Ils participeront à l'animation des territoires, seront parties prenantes des expérimentations pour la transition écologique et seront libérés du poids des lobbies.

Charlotte Girard, co-responsables du programme de la France insoumise